Profs: "100 euros mensuels" réclamés

AFP Publié le 29/01/2013 à 20:42 Réactions (43)

J'aime 28 Tweeter 5 Share Recommander

Le syndicat d'enseignants SE-Unsa réclame de **Vincent Peillon** qu'il ouvre "sans tarder" les "indispensables discussions" sur une revalorisation salariale, au cours desquelles il revendiquera une "indemnité de 100 euros mensuels", dans un communiqué publié aujourd'hui. "Revalorisation des enseignants du premier degré : chiche, monsieur le ministre!", écrit Christian Chevalier, secrétaire général du deuxième syndicat d'enseignants.

Le ministre de l'Education nationale avait déclaré, le 22 janvier, vouloir "rééquilibrer" les salaires des professeurs des écoles avec ceux de leurs collègues du secondaire. Le responsable syndical souligne que "la mise en oeuvre chaotique de la **réforme des rythmes scolaires** cristallise l'exaspération des enseignants qui ont encaissé déconsidération professionnelle et dégradation économique pendant cinq ans". "Il est plus que temps de leur adresser les signes tangibles du changement tant espéré", selon le SE-Unsa qui demande à Peillon d'ouvrir "sans tarder, d'indispensables discussions".

Au cours de celles-ci, le syndicat "revendiquera l'obtention d'une indemnité de 100 euros mensuels et d'un ratio d'accès à la hors-classe" qui permet une revalorisation des fins de carrière.
La priorité au primaire, pour favoriser la réussite des élèves, "doit aussi se traduire par l'amélioration des conditions de vie des personnels", conclut Chevalier.

Le salaire des enseignants, et en particulier celui des instituteurs, recule depuis 1995 et cette baisse s'aggrave depuis 2010 à cause du gel du point d'indice des fonctionnaires. Un professeur des écoles, recruté à bac+5, démarre à 1.700 euros nets par mois.
Après 15 ans d'ancienneté, les professeurs des écoles "sont payés 600 euros nets de moins que les enseignants du secondaire", selon Sébastien Sihr, du SNUipp-FSU, principal syndicat du primaire.

Le retour de la semaine de 4,5 jours dans le primaire entraîne une "perte du pouvoir d'achat" due aux frais supplémentaires de transports et de garde d'enfants le mercredi matin, déplorent les syndicats qui réclament une "compensation" financière. Ce que refuse Peillon, arguant que leur temps de travail ne sera pas augmenté. Il y a près de 370.000 professeurs des écoles (publiques et privées sous contrat d'association avec l'Etat).

Réagir à cet article

Pour commenter cet article, veuillez vous connecter avec votre compte Mon Figaro.

COMMENTER

KarlosBank

Je pensais que les profs étaient satisfaits de leur rémunération et se souciaient avant tout d'avoir davantage de collègues profs, pour mettre plus d'ambiance à la cafet. Plus on est de fous, plus on rit, ne dit-on pas?

Le 30/01/2013 à 09:27 Alerter Répondre

credo

Le Flash Actu Économie Sport

10h06 Grève enseignants : 18% de grévistes
09h56 Procès Ryanair renvoyé en mai
09h51 Mali: la sécurisation de Kidal en cours
09h48 Turquie: retrait d'activistes kurdes
09h41 La France en faillite pour les Français
09h39 Veolia: contrat aux États-Unis
09h39 Grèce: grève dans les transports
09h20 Nucléaire: menaces de la Corée du Sud

| Tout le Flash Actu 1/8

CAC 40 : 3.739,16 (-0,70%) Recherche OK

Le Figaro Bourse | Cours | Conseils

LE KIOSQUE FIGARO DIGITAL
Découvrez une nouvelle expérience de lecture du Figaro et ses magazines

LE FIGARO LE FIGARO MAGAZINE madame

- Le Figaro publié dès 22h la veille de sa parution
- Les magazines publiés chaque vendredi
- Une lecture plus ergonomique sur votre ordinateur

Cliquez-ici

LE FIGARO.fr madame

On part en Laponie finlandaise

Un must pour les amoureux de grand blanc et de nature à l'état pur

Figaro en PDF

Abonnement

Vite j'en profite

100% Digital

FIGARO SÉLECTION
Toutes nos offres exclusives

LE FIGARO Espace Abonné

Programmes TV

Figaro Store

Carnet du jour